DIAL 2747

NICARAGUA - Espoirs et déceptions suscités par une maquila : Beaucoup de femmes ont cru que leur vie allait changer...

Jon Ander Bilbao, Olga Rocha et Magdalena Mayorga

jeudi 16 septembre 2004, mis en ligne par Dial

Elles arrivent pleines d'illusions : un salaire fixe, des études, une vie meilleure... mais le temps qui passe et la réalité réduisent leurs rêves en fumée. La maquila a raison de leur vie. C'est ce que nous montre l'article ci-dessous en retraçant les conditions concrètes de vie de ces femmes qui constituent l'immense majorité de la main-d'œuvre des maquilas, ces entreprises de sous-traitance, filiales de multinationales, implantées en zones franches, faisant appel à une main-d'œuvre non qualifiée, féminine, jeune, mal payée et soumise à un règlement implacable. Ce dossier concerne la maquila de Sébaco au Nicaragua. Il s'ajoute à ceux, déjà nombreux, que Dial a publié sur cette question (en voir la liste à la fin de ce dossier). Article de Jon Ander Bilbao, Olga Rocha et Magdalena Mayorga, chercheurs, parus dans Envío, avril 2004 (Nicaragua).

« Avec ce qui se passe au Nicaragua, avec l'économie et le gouvernement que nous avons, et avec la vie que nous menons dans nos communautés, la seule chose qui va se développer, ce sont les zones franches. » Telle est l'analyse que fait un membre de la communauté indigène de Sébaco, où se trouve la maquila de Sébaco, la première et, jusqu'à présent, la seule zone franche établie en milieu rural au Nicaragua.

Cette analyse apparaît aussi simple qu'elle est juste. Depuis de nombreuses années, la pénurie d'emplois est le problème qui pèse le plus sur la population nicaraguayenne. L'entreprise privée n'est pas en mesure de créer des emplois et s'en remet entièrement ou presque à l'initiative des investisseurs étrangers. Le gouvernement en fait de même. Et les investisseurs étrangers voient dans le Nicaragua un pays attrayant pour installer des maquilas.

Les facilités offertes par les trois derniers gouvernements aux entreprises des zones franches sont telles que les maquilas représentent déjà plus du quart de l'offre d'emplois au Nicaragua. La maquila a créé des milliers d'emplois directs et indirects, qui profitent à des milliers de familles. Sans ces emplois – qui sont, certes, mal rémunérés et dont on sait qu'ils s'accompagnent de mauvais traitements –, les migrations seraient encore plus importantes ou le marasme économique aurait entraîné une aggravation de la violence. Selon des données officielles, en 2003, plus de 47 000 Nicaraguayens travaillaient dans les entreprises des zones franches, ce qui signifie que des milliers de familles reçoivent, chaque semaine, tous les quinze jours ou deux fois par mois, un revenu qui leur permet de survivre.

Sébaco, la plus grande source d'emplois

Pendant six mois, nous avons mené une enquête auprès de travailleurs et d'anciens travailleurs de la zone franche de Sébaco pour essayer de mieux comprendre la dynamique qui existe entre les aspirations et la

réalité qui entourent une maquila.

Sébaco, qui compte 30 000 habitants, se trouve à un carrefour stratégique imaginaire au centre de quatre points vitaux du Nicaragua : au nord-est Matagalpa, au sud Managua, au nord Estelí, et à l'ouest León. C'est là qu'est située l'entreprise Presitex Corp., usine textile à capitaux taïwanais, inaugurée en 2000. Spécialisée dans la production de jeans, elle emploie aujourd'hui environ 2 000 personnes, et elle passe aux yeux de la population de cette zone pour être la source d'emplois la plus importante et la plus sûre.

De multiples raisons expliquent une telle perception. La crise provoquée par la baisse des cours internationaux du café, qui a entraîné la disparition de milliers d'emplois temporaires et des quelques emplois permanents existant dans ce secteur, a privé les ouvriers agricoles de l'unique forme de travail qu'ils connaissaient. Elle a également eu des répercussions sur la production agricole destinée à l'autoconsommation. Beaucoup d'ouvriers du secteur du café finançaient leurs semences avec l'argent gagné dans les exploitations, ce qui leur garantissait « le grain nécessaire à leur famille », comme ils disent. La crise du café s'est traduite par une aggravation du chômage, de la malnutrition et de la pauvreté. Il faut y ajouter le désengagement de l'Etat, pendant des années, dans les branches productives du secteur rural, qui ont survécu avec difficulté faute de financement et de soutien. Sans parler du mauvais rendement de la terre, imputable à l'érosion, à une application insuffisante des techniques de conservation et de gestion des sols, et à une surexploitation.

Face à une telle crise structurelle et conjoncturelle, l'arrivée de l'entreprise textile à Sébaco en 2000 a engendré énormément d'attentes et d'illusions dans la population de plusieurs localités de León, Matagalpa, Estelí et Jinotega. Trois ans plus tard, il apparaît que l'usine n'a pas connu l'essor espéré en ce qui concerne le développement des installations, la création d'emplois et la production, en partie à cause de conflits du travail répétés et des changements survenus chez les contremaîtres, les cadres, à la direction et à la présidence. Par ailleurs, Sébaco n'a pu fournir toute la main-d'œuvre projetée, parce que la ville avait déjà sa vie à elle et jouissait d'une indépendance économique. Aujourd'hui, plus de 60 % de la main-d'œuvre employée provient de villes et de localités extérieures.

La grande illusion : travailler en contrepartie d'un salaire fixe

Dès que Presitex entreprit de réaménager, en vue de donner naissance à une grande agro-industrie exportatrice, les installations que les Bulgares avaient créées à Sébaco pendant la révolution, des bruits chargés d'espoir commencèrent à courir dans les localités voisines et éloignées : les bâtiments abandonnés seraient transformés en une grande usine qui offrirait de nombreux emplois et qui verserait de bons salaires, de nouveaux débouchés verraient le jour, etc. « Avant même l'inauguration de l'usine, les patrons nous ont fait miroiter la perspective de bons salaires… On voit aujourd'hui que c'est le premier mensonge qu'ils nous ont raconté », se souvient une ancienne employée.

Beaucoup de femmes comme elle ont cru que leur vie allait changer, surtout parce que, enfin, l'usine répondrait à l'une de leurs aspirations : l'obtention d'un salaire fixe, tous les quinze jours. Elles faisaient la comparaison avec ce que gagnaient les ouvriers agricoles dans les exploitations de café, ou avec ce qu'elles gagnaient comme domestiques à Managua ou dans d'autres villes. Elles se sentaient encouragées à la pensée d'une concrétisation prochaine de ce rêve. La majorité des femmes sollicitèrent un emploi dans l'espoir d'améliorer leur intérieur, de financer l'achat de semences pour cultiver leur lopin de terre, de payer les études de leurs enfants…

Les ouvriers et ouvrières de la nouvelle maquila eurent tôt fait de comprendre que, avec le salaire qu'on leur versait, leurs aspirations demeureraient au stade du rêve. Malgré tout, ils se consolaient de leur sort : le travail à l'usine représentait le moyen le plus sûr, et le seul à leur portée, d'obtenir un revenu fixe toutes les quinzaines. Tout maigre qu'il était, ce revenu leur permettait de survivre. L'autre choix qui s'offrait à eux était affligeant : soit le chômage pur et simple, soit un emploi temporaire de plus en plus difficile à trouver dans la zone. « C'est vrai que le salaire permet tout juste de manger et, le jour même de la paie, tout y passe ! Les 300 pesos qu'ils me versent tous les quinze jours, ce n'est presque rien, mais, sans eux, je ne sais pas ce que je ferais », explique une jeune mère de deux enfants, qui ne peut compter sur l'aide de leur père, et qui vit à dix personnes sous un même toit. Elle subsiste en ajoutant à son maigre

salaire ce que gagne le beau-père en cultivant du maïs et des haricots et la grand-mère en élevant des cochons et des poules pour confectionner des pâtés à la viande.

« Il ne se passe plus un jour sans que je sois avec mes filles. »

En février 2003, l'entreprise Presitex employait quelque 1 970 personnes dont 90% de femmes (1 773), 60 % issues de la campagne (1 182), 45 % de mères célibataires et 66 % de jeunes ayant entre 18 et 30 ans (1 300).

Les ouvriers de la maquila de Sébaco peuvent se diviser en deux grands groupes, selon qu'ils ont ou non des responsabilités familiales. Dans le premier groupe, on trouve un grand nombre de mères célibataires et de femmes séparées ayant des enfants à charge. Il y a également des femmes mariées ou en concubinage, et quelques hommes chefs de famille.

La principale raison pour laquelle les femmes, notamment les mères de famille, sont allées chercher du travail dans la nouvelle usine, c'était la perspective de ne plus être séparées de leurs enfants, de leur foyer et de leur lieu de résidence. Beaucoup travaillaient alors comme domestiques, ce qui les obligeait à quitter leur village et à n'y revenir qu'une fois par mois. En plus de leur assurer un revenu tous les quinze jours, l'usine leur permettait d'être enfin avec leurs proches, et de rentrer chaque jour chez elles.

La signification importante que revêt la notion de foyer dans la société nicaraguayenne, en particulier en milieu rural, le sens profond que l'on a de la famille (il n'existe pas de familles nucléaires) et la valeur qui est accordée à la vie en famille expliquent cet attachement pour le « chez-soi », pour le « retour à la maison ». La maison, c'est le toit qui abrite, ce sont les murs qui apportent le soutien moral dont on a besoin pour élever des enfants et surmonter les difficultés qui se présentent. Et les difficultés ne manquent pas. Ecoutons une jeune mère de 24 ans : « Je travaille toute la journée à l'usine, mais ça m'est égal, parce que je peux rentrer chaque soir chez moi et qu'il ne se passe pas un jour sans que je sois avec mes filles. » Sa mère est du même avis : « Avant, quand ma fille était domestique à Managua, elle devait laisser sa gamine et, des fois, elle ne la voyait pas pendant un mois. Chaque fois qu'elle rentrait et qu'elle devait repartir au travail, c'était un moment difficile parce que la petite se mettait à pleurer. Elle était gênée et elle me disait toujours qu'elle ne voulait pas rester loin de nous. »

« Je veux avoir ma maison, je veux vivre ma vie. »

Beaucoup de mères célibataires que nous avons rencontrées dans l'usine n'avaient jamais eu de travail rémunéré et, abandonnées par leur conjoint, dépendaient totalement du soutien économique, et parfois moral, que leur apportaient leurs parents, frères et sœurs et autres proches. Le fait de travailler dans la zone franche a représenté pour certaines une forme inédite d'indépendance économique et personnelle. La maquila leur a changé l'existence. L'argent qu'elles ont en propre leur permet d'assumer leurs dépenses, celles de leurs enfants et, souvent, celles de leurs parents. Elles en retirent une autonomie qu'elles ne connaissaient pas.

La maquila a aidé María Rosa, mère célibataire de 20 ans, à se libérer de l'emprise maternelle. Elle a deux enfants, un garçon de huit ans et une fille de deux ans. Elle vit avec sa mère, le compagnon de cette dernière, une sœur cadette et une cousine. Lorsqu'elle a commencé à travailler dans la zone franche, elle est devenue la seule personne de la famille à rapporter régulièrement de l'argent à la maison, soit 450 córdobas par quinzaine [1]. Avec cet argent, elle achetait les tickets de l'autobus qui la transportait à l'usine, elle achetait à crédit le nécessaire pour nourrir toute la famille ainsi que quelques vêtements, chaussures ou produits de beauté. « Avant d'entrer à l'usine, raconte-t-elle, j'avais travaillé comme domestique à Managua. Ma mère s'est toujours occupée des enfants et m'a aidée quand je n'avais pas de travail. Mais aujourd'hui j'assure l'entretien de mes enfants et je suis même en train de me construire une petite maison. C'est parce que cela m'est très difficile de vivre chez ma mère. Elle est très embêtée que je m'en aille, mais je pense que je continuerai à l'aider. J'ai besoin de ne plus vivre sous le même toit qu'elle, parce qu'elle est jalouse de moi et qu'elle ne supporte pas que je sois avec quelqu'un d'autre, qu'un homme me tourne autour. Mais moi, je veux faire ma vie et m'acheter ce qui me plaît. » Lorsque nous avons achevé notre enquête, María Rosa avait déjà déménagé avec ses deux enfants dans une maison de

brique couverte d'un toit de tôle. Elle continuait toutefois d'apporter une aide économique à sa mère, comme elle l'avait promis.

« Je me suis fait une raison. »

Ramona vit seule avec ses quatre enfants à environ 65 kilomètres de l'usine. Elle gagne 680 córdobas par quinzaine [2], y compris les gratifications. Son salaire représente la principale source de revenu pour sa famille composée de treize personnes. Il s'y ajoute 200 córdobas par quinzaine [3], qui sont rapportés par sa sœur, employée comme domestique à l'extérieur et qui doit laisser ses deux enfants en bas âge à la maison. Quant aux gains du père, qui travaille par intermittence à la campagne, ils ne sont jamais fixes. Ramona, mariée à 18 ans, a eu quatre enfants en 15 ans de mariage. Il y a environ trois ans, elle a décidé de quitter son mari volage. Après avoir travaillé comme domestique à Managua, elle a voulu tenter sa chance dans la zone franche. Au terme de deux années d'un travail intense, elle considère que le salaire reçu pendant tout ce temps n'a pas changé grand-chose à sa situation économique et ne lui a pas non plus permis d'avoir la vie de famille à laquelle elle-même et ses enfants aspiraient. En effet, pour gagner 680 córdobas par quinzaine, elle n'a pas d'autre solution que de se faire héberger à Sébaco chez une amie, ce qui lui laisse seulement une journée et demie par semaine dans son foyer. Sa maison est située loin de l'usine et, pour rentrer chaque soir chez elle, elle devrait se priver des heures supplémentaires qui lui permettent d'augmenter un tant soit peu son salaire. Néanmoins, elle fait tout pour ne pas perdre son emploi. Quelle autre choix aurait-elle, que ce soit loin ou près de son foyer ? Elle se console dans la religion : « J'ai foi dans le Christ mon Sauveur, je me suis fais une raison, et tout ce que je demande à Dieu, c'est la santé pour ma famille et des forces suffisantes pour travailler et lui apporter de quoi manger. »

Le machisme en question

Les femmes mariées qui cherchent du travail dans la zone franche y sont contraintes par le fait que leur mari s'est retrouvé sans emploi par suite de l'effondrement des cours du café et de la faillite des grandes exploitations. On assiste ainsi à un retournement de la situation : les femmes vont travailler, pendant que les hommes restent à la maison sans emploi.

Le machisme ambiant, plus prononcé dans les zones rurales, explique souvent que les hommes se sentent mal à l'aise face à cette inversion des rôles traditionnels, qui veulent que l'homme pourvoie aux besoins de la famille et que la femme prenne soin des enfants et du mari, outre qu'elle participe aux travaux agricoles pendant les périodes de pointe, mais toujours sous la domination de l'homme. Or tout a changé : les femmes sortent de chez elles, rentrent tard le soir et ont un nouveau patron, à qui elles obéissent durant une bonne partie de la journée. L'époux ne conserve son rôle de maître que pendant de très courts instants.

Martina, 24 ans, ancienne ouvrière de la maquila, est mariée et mère de quatre enfants. Vivant dans des conditions d'extrême pauvreté, elle s'est mise à la recherche d'un emploi dans la zone franche. Son mari ne trouvait du travail que de manière occasionnelle et, parfois, il se passait quinze jours sans que rien ne se présente. « Il arrivait, se souvient-elle, que l'on n'ait rien à donner à manger aux enfants. Vous n'allez pas me croire, mais on n'avait même pas de quoi leur acheter un caramel. »
Martina a été embauchée à l'usine au début de l'an 2000. Pendant neuf mois, elle a été le seul soutien de famille. La faim s'est faite moins tenace, mais les problèmes avec son mari se sont aggravés. Les disputes devenaient quotidiennes : elle n'assumait plus son rôle de mère, elle n'était bonne à rien, elle avait changé… L'irritation et les critiques de son mari s'amplifiaient quand un des enfants tombait malade et qu'elle ne pouvait rester pour le soigner. Lorsqu'elle restait, son employeur lui retirait la paie de la journée, les gratifications et les primes. Martina s'est alors retrouvée devant un dilemme : supporter les récriminations constantes de son conjoint ou accepter les ponctions de salaire. Subir les cris de son mari ou se priver de l'argent nécessaire pour rembourser les dettes et pour que l'on continue de lui vendre à crédit la nourriture nécessaire.

« Il n'est pas normal que, à cause du travail, je néglige mon mari. »

Martina raconte que, désireuse de calmer son mari, elle se levait à quatre heures du matin pour préparer les repas et laver le linge de toute la famille, faire le ménage, ranger la maison et tenir les aînés de ses enfants prêts pour l'école. Après neuf heures passées à l'usine, elle rentrait le soir pour continuer de s'occuper de la maison et pour remplir ses devoirs d'épouse. « J'ai souvent refusé qu'il me touche, ajoute-t-elle l'âme en peine. J'étais tellement fatiguée de toute une journée de travail. Mais il se fâchait, il ne comprenait pas que je m'intéresse si peu à lui. »

Les efforts déployés par Martina furent vains. Son mari lui reprochait de plus en plus souvent de quitter la maison de bonne heure et de rentrer tard. « Tu nous négliges, moi et mes enfants ! Ce travail te pourrit la vie ! Je ne t'ai pas demandé de travailler ! Et le peu que je gagne me suffit pour t'entretenir. » Tous les jours, c'était le même refrain. Après y avoir bien réfléchi, Martina décida de renoncer à son travail la semaine même où son mari trouva un emploi fixe. Et elle se consacra de nouveau aux tâches ménagères.

Les rapports du couple se sont améliorés, mais les difficultés économiques de la famille se poursuivent. « Ma place est ici, dit-elle, d'un ton plus ou moins convaincu. Il avait raison parce que, même si j'ai toujours voulu travailler, il n'est pas normal que, à cause du travail, je doive négliger mon mari et mes enfants. » Nombreuses sont les femmes qui, comme Martina, ont renoncé à leur nouvel emploi et à une indépendance économique précaire pour « sauver » leur ménage. C'est parce qu'elles ont été élevées pour servir autrui, pour obéir, et parce qu'elles n'osent imaginer qu'elles sont en droit de vouloir réaliser les aspirations et les rêves qui sont les leurs.

« Je voulais aider mon mari. »

Dans d'autres cas, la famille voit d'un œil positif le fait que la femme travaille. Il n'y a pas d'autre remède : c'est la seule façon de s'en sortir. Une ancienne ouvrière de l'usine se souvient : « Avec la fermeture de Bencafé à Sébaco, mon mari s'est retrouvé au chômage. Il a pensé aller chercher du travail à la maquila, mais comme ils emploient plus de femmes que d'hommes, je lui ai dit qu'il valait mieux que ce soit moi qui y aille et que lui cherche de son côté parce que, en tant que femme, j'avais plus de chances d'être embauchée. »

D'autres couples ont estimé qu'il serait bon pour la famille de pouvoir compter sur deux salaires. Beaucoup de femmes, conscientes de l'importance de leur contribution à la situation financière de leur foyer, ont vu dans la maquila un moyen de gagner un salaire d'appoint. C'est le cas de cette ancienne ouvrière : « Avant, j'étais habituée aux tâches ménagères et mon mari travaillait sur les terres de son père. Mais, les dernières années, après des hivers désastreux, nous n'avons enregistré que des pertes et nous ne sommes même pas rentrés dans nos frais. C'est la raison pour laquelle je suis allée chercher du travail dans la zone franche. Je voulais aider mon mari à gagner l'argent nécessaire pour que nous ayons tous à manger et pour acheter des chaussures et des vêtements à nos filles. » Par la suite, les faits lui ont démontré que son salaire d'ouvrière lui permettait uniquement d'assurer à sa famille de quoi se nourrir et, en tirant beaucoup sur la corde, d'acheter de temps à autre à ses filles les chaussures et les vêtements dont elles rêvaient.

« Les salaires sont les mêmes que quand on était ouvriers agricoles. »

Presitex emploie seulement 10 % d'hommes, sur un total de 1 976 salariés. Ils se font souvent embaucher à l'usine après leur femme ou leur compagne. Grâce aux nouveaux contacts qu'elles nouent à l'intérieur de l'usine et aux renseignements qu'elles réussissent à glaner sur les besoins en personnel, ce sont elles qui orientent les hommes et qui les encouragent à chercher un emploi, et c'est grâce à elles qu'ils se font embaucher. La majorité de ces hommes se voient contraints d'abandonner le secteur agricole. S'ils sont autant attirés par l'usine, c'est parce qu'ils savent qu'ils pourront compter sur un salaire fixe. C'est ce qu'explique l'un d'eux : « Quand j'étais journalier, je travaillais dans des conditions épouvantables. L'hiver avait été mauvais, et ma famille était en très mauvaise posture. A la campagne, on ne sait jamais comment va être l'hiver, si on va gagner de l'argent ou en perdre, alors qu'à l'usine, on est rassuré : on a la garantie de voir tomber le salaire tous les quinze jours. »

Certains, qui auraient pu cultiver leurs propres terres, racontent qu'ils ont néanmoins décidé d'entrer à

l'usine pour avoir l'assurance de revenus plus sûrs que ceux qu'ils attendaient de leurs récoltes. « Avant d'aller voir dans la zone franche, je travaillais sur les terres de mon père, raconte l'un d'eux. On allait acheter des semences, on semait des oignons, des piments et des tomates, qu'on vendait ensuite à Managua ou Masaya, et aussi des haricots et du maïs pour la famille. Mais comme les hivers empiraient, on ne produisait plus rien. C'est pour ça que je suis allé à la maquila. »

Peu de temps après avoir été embauchés à l'usine, beaucoup se sont aperçus que le rêve d'une amélioration de leur situation économique grâce à un salaire fixe restait lettre morte. Pour la majorité d'entre eux, le maigre salaire est égal à celui que l'on touchait quand on travaillait dans les champs. Pourtant, la plupart d'entre eux choisissent de rester à l'usine à cause de la stabilité de l'emploi par rapport au travail d'ouvrier agricole temporaire : « Ils me paient presque la même chose. Le seul avantage, c'est que le salaire arrive toutes les quinzaines et, pour ça, je resterai ici tant que je pourrai tenir. »

Femmes et hommes célibataires : une nette différence entre les deux sexes

Les femmes et les hommes célibataires, qui sont en principe libres de toute responsabilité familiale, ont pourtant fréquemment charge de famille. C'est notamment le cas des femmes qui, ici comme ailleurs, manifestent toujours un souci particulier pour le bien-être et l'existence de ceux qui vivent avec elles. Cette différence entre les deux sexes apparaît sous de nombreuses formes. Beaucoup d'ouvrières célibataires remettent plus de la moitié de leur salaire à leur famille, tandis que la majorité des hommes célibataires se réservent presque la totalité de leurs gains pour acheter des chaussures, des chemises à la mode, des cigares, du tafia, voire des appareils pour écouter « leur musique »…
La majorité des jeunes ouvrières célibataires disent aspirer à quitter l'usine pour poursuivre leurs études, tandis que les hommes n'ont pas d'objectif précis. Ce qu'ils veulent, c'est faire face au présent, sans trop se préoccuper de l'avenir. Pour tous ces jeunes, femmes et hommes confondus, le travail n'est pas quelque chose de nouveau. La plupart ont commencé à travailler tout petits, comme aides dans le bâtiment, cireurs de chaussures, domestiques, journaliers, coupeurs de café… Certains étaient déjà partis au Costa Rica ou au Guatemala pour chercher un emploi. La nouveauté de la zone franche, c'était, pour tous, l'illusion d'obtenir un revenu fixe pour réaliser tel ou tel rêve personnel : entamer ou poursuivre des études, acquérir son indépendance, s'offrir un peu de « luxe », ces petites choses qui plaisent aux jeunes et qu'ils n'ont jamais pu avoir à cause du dénuement de leur famille ou même de l'irresponsabilité de leurs parents.

« Ma fille est partie travailler pour pouvoir poursuivre ses études. »

A Presitex, le segment de population qui domine est celui des 18-30 ans. Ils représentent 66 % de la main-d'œuvre en activité. En fait, pour pouvoir être embauché à l'usine, il faut avoir entre 18 et 35 ans. Au-delà, il est difficile de se faire engager. Seuls quelques employés – responsables de service, spécialistes de la sécurité – sont âgés de plus de 35 ans.

Ce qui incite les jeunes des deux sexes à solliciter un emploi à l'usine, c'est la facilité avec laquelle on les engage, puisque l'on n'exige rien d'eux, pas même la moindre expérience du travail sur machine. Le niveau d'études ne constitue pas non plus un obstacle. Le travail à l'usine se résume à une activité de routine, répétitive et mécanique. Comme la seule chose que l'on recherche dans la zone franche est une main-d'œuvre jeune et bon marché, peu qualifiée, désireuse et dans le besoin de travailler, situation qui contribue ensuite à une exploitation du personnel, les conditions à remplir sont quasi inexistantes. C'est uniquement lorsqu'une ouvrière ou un ouvrier, après quelques semaines d'essai, n'atteint pas un certain niveau de production que l'on casse son contrat. La seule chose qui compte, c'est de produire beaucoup.
A l'inauguration de l'usine, de nombreuses mères de famille se sont réjouies à l'idée que leurs enfants pourraient trouver un emploi plus près de chez eux, n'auraient pas besoin de partir et resteraient à proximité. Certaines ont même encouragé leurs enfants à quitter un emploi qui les tenait loin de leur village, pour entrer à la maquila. Telle autre mère, trop pauvre pour pouvoir continuer de payer les études de sa fille, a conseillé à son enfant de laisser l'école et de tenter sa chance à l'usine pour gagner l'argent nécessaire. « Si ma fille était restée à l'école, on n'aurait pas mangé à notre faim. Elle est donc allée

travailler dans la zone franche pour pouvoir poursuivre ses études. »

Quand les rêves s'évanouissent : « J'ai renoncé à étudier. »

La volonté d'entamer ou de poursuivre des études techniques ou universitaires pousse beaucoup de jeunes vers la maquila. « Je suis allée chercher du travail, raconte une jeune fille, parce que, à la fin de la seconde, j'ai voulu continuer d'étudier pour apprendre un métier, mais mes parents n'avaient plus les moyens. J'ai pensé qu'avec ce que je gagnerais, je pourrais m'en sortir, mais non, je n'ai pas pu réaliser mes rêves. » Son rêve, c'était de devenir professeur et d'enseigner à l'école de son village, mais la seule possibilité de trouver un travail qui s'est offerte à elle a été l'usine. « Je pensais que je pourrais me payer un cours d'informatique et étudier le samedi. C'est ce que je pensais, mais … » Mais la réalité de l'usine, où on l'oblige à être présente tous les samedis, a réduit ses rêves en fumée.

Une autre jeune fille explique la situation délicate dans laquelle elle se trouve : « L'an prochain, je veux continuer mes études, mais tout dépendra de la décision que je prendrai. Parce que si je reste à l'usine, je ne pourrai pas étudier en même temps. Pourquoi ? Parce que c'est un travail qui me fatigue trop. Il ne me resterait que le dimanche pour étudier. Et je ne sais pas si l'on donnera des cours le dimanche à Ciudad Darío. Et si je renonce à mon travail pour étudier ? Ça ne marche pas non plus. Avec quoi je paierais mes études ? Et, à l'usine, ils ne nous autorisent pas à étudier le samedi. Je l'ai déjà demandé, mais ils répondent toujours par la négative. »

Une autre jeune fille, bachelière, se désole : « A l'usine, les filles célibataires comme moi sont rares et la majorité d'entre elles travaillent pour poursuivre leurs études. Mais les illusions que l'on a quand on entre à l'usine finissent par se dissiper. L'entreprise n'accorde aucune dérogation. On n'a pas le temps d'étudier quoi que ce soit. Et il faut choisir : ou travailler, ou étudier. »

Nous avons rencontré quelques jeunes femmes qui ont tenté de réaliser leur rêve et de continuer leurs études, mais les obstacles et les sanctions que leur impose la direction de l'usine les ont conduites à renoncer rapidement. Elles ont dû subir des pressions constantes, et certaines ont même été licenciées. « Je leur ai demandé de me laisser aller à l'école le samedi, mais ils ont refusé, raconte l'une d'elles. Ils m'ont dit que si je voulais étudier, le mieux était de quitter l'usine. J'ai décidé de ne pas travailler le samedi pour pouvoir étudier, mais l'employeur m'a réduit mon salaire, supprimé les primes et tout … J'ai démissionné. Qu'est-ce que je pouvais faire ? J'ai démissionné. »
Et une troisième : « Quand j'ai décidé d'étudier, la première chose que j'ai faite a été de demander à l'entreprise l'autorisation de partir à midi le samedi pour pouvoir arriver à l'heure à l'école. Elle m'a opposé un refus. Je n'ai pas eu d'autre solution que de sacrifier une journée de travail entière et d'accepter une réduction de salaire. Cela m'a fait perdre la prime d'assiduité, le supplément de salai re et la journée complète. » En plus d'entraîner pour elle un manque à gagner, sa décision lui a attiré les foudres de son supérieur hiérarchique.
Les sanctions appliquées à l'usine comprennent les avertissements, que les récalcitrantes sont tenues de signer tous les lundis, et qui sont archivés dans l'éventualité d'un licenciement. Mais la sanction la plus radicale et la plus durement ressentie, qui les oblige à renoncer à leurs plans et à leurs rêves, est la retenue effectuée sur leur salaire tous les quinze jours. Cette sanction se traduit par une réduction d'environ 42 % du salaire total dû pour une « quinzaine pleine », qui s'élève dans cette usine à 516 córdobas [4]. Cela représente une perte énorme qui ajoute instantanément à l'état de précarité financière dans lequel se trouve déjà la famille.

« Je suis trop vieille pour étudier. »

Bon nombre d'ouvrières et ouvriers interrogés avaient tout juste terminé leurs études primaires, les communautés rurales manquant de moyens. Souvent, les écoles primaires et secondaires ne répondent pas à la demande, elles ne possèdent pas les infrastructures de base ni les ressources humaines nécessaires, ou bien leur éloignement les rend inaccessibles.

Beaucoup de jeunes femmes se résignent et renoncent à étudier. « Pour moi, c'est fini, je suis déjà trop vieille, a déclaré l'une d'elles. J'aurais du mal à me retrouver en classe avec de jeunes enfants. Il ne me

reste plus qu'à chercher du travail, et la zone franche est le seul endroit où l'on pourra m'embaucher. » Tous ceux et celles qui pensent comme elle et qui déclarent ne pas aimer l'école deviennent apathiques à force de travailler à la maquila : ici, on n'encourage personne à commencer ou reprendre des études ; ici, on offre un travail qui n'exige aucune formation ; ici, le travail est tellement dur et épuisant que la seule activité qui reste possible, c'est de se reposer et de reprendre des forces.

Sébaco est une bonne illustration de la fable de la laitière

En plus de leurs illusions, tous ceux et celles qui sont entrés à l'usine ont apporté avec eux la peur. La peur de ne pas être prêts à travailler en usine. La peur d'être maltraités. « En écoutant ce qui se racontait dans le village, se souvient une jeune fille, j'ai su que l'on avait ouvert une zone franche à Sébaco, mais je n'étais pas très chaude pour partir parce que je ne savais rien de ce que l'on faisait là-bas. Je n'avais jamais été devant une machine et on me disait que je serai nommée opératrice. Ce qu'on me disait sur les contremaîtres m'inquiétait aussi : qu'ils étaient mal élevés et qu'ils maltraitaient les gens. Mais j'y suis allée ». Au contact de la réalité, tous et toutes ont appris qu'une formation était superflue. Et que les mauvais traitements faisaient quotidiennement partie de leur nouveau travail. La réalité leur a surtout enseigné que les illusions qu'ils se faisaient au moment d'être embauchés ressemblaient beaucoup à celles de la laitière de la fable écrite par Jean de La Fontaine il y a quatre siècles et demi.
Avec le lait qui se répand sur le sol, Perrette voit s'évanouir tous ses rêves et il ne lui reste plus qu'à pleurer sur son sort : « Adieu, veau, vache, cochon, couvée ». Alors que l'avenir s'annonce radieux, il suffit d'un accident fâcheux pour que l'on se retrouve Gros-Jean comme devant.

– Dial – Diffusion d'information sur l'Amérique latine – D 2747.
– Traduction Dial.
– Source (espagnol) : Envío, avril 2004 (Nicaragua).

En cas de reproduction, mentionner au moins l'auteur, la source française (Dial) et l'adresse internet de l'article.

Notes

[1] Soit 22 euros environ.

[2] Environ 33 euros.

[3] Environ 11 euros.

[4] Environ 26 euros.